

Le débat sur les 40 heures est relancé

AMID FALJAOUI

En brandissant la menace de la délocalisation pour obtenir des concessions sociales, plusieurs entreprises européennes ont relancé le débat sur l'allongement de la durée du travail et sur les fondements de notre compétitivité. Tour d'horizon.

Faudra-t-il travailler 40 heures par semaine pour conserver son emploi ? La question se pose depuis cet été en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et même en Belgique. En Allemagne, par exemple, la compagnie Lufthansa a évoqué, dans une publication interne, un possible allongement de la durée du travail sans compensation salariale. Toujours dans le même pays, le constructeur germano-américain Daimler-Chrysler a évité de peu le conflit social. Sous réserve d'une acceptation de son plan de réduction des coûts salariaux, le patron du groupe menaçait de supprimer 6.000 des 30.000 emplois de la principale usine de la marque Mercedes. Le compromis signé par les dirigeants de Daimler-Chrysler, le comité d'entreprise et le puissant syndicat IG Metall permettra donc

de poursuivre la production de la Mercedes classe C sans devoir subir une délocalisation en Afrique du Sud. Pour arriver à cet accord, les salariés de l'entreprise ont dû faire un certain nombre de sacrifices pour garantir leur emploi et notamment accepter un allongement de leur durée de travail... avec tout de même, dans le cas présent, une compensation salariale.

Les Pays-Bas, pays pionnier de la réduction du temps de travail au début des années 80, sont également touchés par le débat de l'allongement de la durée du travail. Le premier à ouvrir le débat fût Laurens Jan BRINKHORST, le ministre de l'économie, en affirmant que la semaine de 40 heures devait devenir la norme ! Dans le même état d'esprit, la banque ABN-Amro, première banque du pays, a fait aussi savoir son souhait pour un retour à une semaine de 40 heures. Il est vrai qu'aux Pays-Bas, le nombre d'heures travaillées par personne est l'un des plus faibles d'Europe avec 1.340 heures par an. Et de fait, conscients qu'ils perdent du terrain en matière de compétitivité face aux Etats-Unis,

les pays européens ont donc ouvert le débat sur le temps de travail et les coûts salariaux. La polémique n'a pas épargné la France avec l'usine de Bosh ni la Belgique avec la fonderie Marichal Ketin qui avait invité ses ouvriers à passer de 36 heures à 40 heures pour sauver l'entreprise et lui permettre de faire face à la hausse phénoménale des matières premières.

DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

Bref, le tabou de l'augmentation de la durée du travail est tombé cet été 2004. Il est vrai que l'OCDE et le FMI ne se sont pas privés ces dernières années de tirer la sonnette d'alarme et de demander aux gouvernements européens de remettre l'emploi au cœur de leur politique. A en croire les différentes études de ces deux organismes internationaux, un travailleur européen preste en moyenne 1.500 heures par an contre 1.800 pour un travailleur américain. La différence se creuse encore lorsque l'on compare les heures de travail par habitant. La raison ? En Europe, contrairement aux Etats-

Unis, il y a une forte proportion de la population en âge de travailler qui, hélas, ne travaille pas ! Pour le FMI, l'urgence est d'autant plus importante qu'il n'y a plus qu'un seul cycle économique qui nous sépare du défi démographique qui se traduira en 2010 ou 2015 par une difficulté à payer les pensions. Pour faire face à ce défi de taille, le FMI rappelle qu'il n'y a pas beaucoup d'alternatives : augmenter les cotisations sociales ne sera pas simple et la marge de manœuvre est plutôt réduite. Et recourir à davantage de rigueur budgétaire ne sera pas simple non plus, car si la rigueur allège les charges financières de l'Etat, elle ne permet pas de faire face à l'ensemble des dépenses de pension. Bref, il est urgent d'agir sous peine de voir le modèle social européen s'écrouler.

INQUIÉTUDES PATRONALES

Pour démontrer son inquiétude, la FEB a d'ores et déjà indiqué qu'elle mettra sur la table des négociations le dossier des 40 heures. Pour la fédération patronale, il s'agit là – avec la réduction salariale et la baisse des charges – d'un des moyens d'augmenter la compétitivité des entreprises belges. Faut-il le dire, pareil discours n'enchant pas tous les politiques. Pas plus que Michel JADOT, le président du comité de direction du SPF emploi, Travail et Concertation sociale. A l'écouter s'exprimer dans la presse, ce dernier pense que la «durée du temps de travail est une problématique de convention collective interne aux entreprises. Elle ne touche en rien aux difficultés de la Belgique pour conserver son système de sécurité sociale. Ces difficultés-là ne peuvent être rencontrées qu'en augmentant le taux d'emploi, ç-à-d. le nombre de personnes occupées.» Et de fait, pour lui, le vrai problème est là : «le

problème belge est de mettre les femmes et les plus de 50 ans au boulot. Or, augmenter le nombre d'heures prestées par semaine ne va pas augmenter le taux d'emploi ni aider à concilier vie de famille et vie professionnelle. Cela va plutôt augmenter le stress», a-t-il déclaré au journal *Le Soir*. Et d'ajouter : «Aller dire que l'on va passer de 38 heures à 40 heures ne va pas inciter des travailleurs susceptibles de prendre leur prépension à rester au travail (...). De plus, notre situation n'est pas la situation allemande. Les travailleurs allemands ont davantage de jours fériés, travaillent 36 heures et ont cinq semaines de congés payés (...). L'Allemagne est un cas particulier, en raison de l'ancienne Allemagne de l'Est (où les salaires sont plus bas) et de sa proximité de la Pologne et des pays d'Europe centrale». Des propos qui sont quelque peu renforcés par l'analyse de Mark EYSKENS, l'ancien Premier ministre pour qui «le Belge travaille déjà 38 ou 39 heures. Le vrai problème, a-t-il déclaré, c'est la durée du travail sur la totalité de la carrière, car nous avons le taux d'occupation le plus bas d'Europe».

PEUR DU FUTUR

Même si le débat vient seulement d'être lancé, il est clair qu'il est un signal important pour nos concitoyens. Et notamment en matière de confiance dans l'avenir. L'«effet Tocqueville», du nom de l'écrivain et homme politique du XIXe siècle, désigne, pour les sociologues, la confiance qu'ont les citoyens que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Depuis la seconde guerre mondiale, les citoyens occidentaux ont pu mesurer la pertinence de cette analyse, puisque les générations qui ont succédé aux précédentes ont toujours été plus riches. Le problème, c'est que, depuis une décen-

nie, un tournant psychologique a été pris : désormais, une majorité de parents pense que demain ne sera pas meilleur qu'aujourd'hui. Bref, que les conditions de vie de leurs enfants seront plus dures que les leurs ! Il suffit de lire la presse pour constater que ce sentiment s'est mué au fil du temps en dure réalité. A la fameuse société du «toujours plus» (de congés, d'argent et de niveau de vie) dénoncée par le journaliste français François DE CLOSET a succédé une société de «toujours moins» (de travail, de sécurité, de croissance de la richesse). En d'autres mots, l'avenir s'épaissit ou se bouche pour certains. Et comme si cela ne suffisait pas à notre angoisse existentielle, l'OCDE et le FMI ont profité de la torpeur estivale pour lancer un pavé dans la mare en fustigeant ces européens qui décidément ne travaillent pas assez.

Pour l'OCDE, la messe est quasi dite : si la croissance (mesurée par le fameux PNB) est moindre en Europe qu'aux Etats-Unis, c'est en raison de l'absence d'ardeur au travail des citoyens de la « vieille » Europe, pour reprendre le vocable cher à Donald RUMSFELD. Plutôt que d'en référer à des statistiques, Niall FERGUSON, professeur d'histoire à Harvard, confessait à des confrères américains qu'il arrivait à la même conclusion en déambulant simplement dans les rues de Londres (ne parlons pas de Paris ou de Bruxelles). La plupart des trains de navetteurs étaient vides en août, les bouchons quasi inexistantes, et impossible de prendre une décision sérieuse durant ce mois d'été puisqu'au moins un cadre dirigeant important était absent à la signature. Il suffisait de traverser l'Atlantique, ce que Niall FERGUSON a fait, pour constater qu'à Manhattan, en dépit de la chaleur moite et des moustiques, la ville

bourdonnait comme une ruche. A l'instar des experts du FMI ou de l'OCDE, l'historien de Harvard a pointé du doigt le nombre moins élevé d'heures travaillées par semaine en Europe par rapport aux Etats-Unis. De même qu'il a relevé le plus grand nombre de jours de grève. Mais ce qui l'a le plus frappé ce sont les «malades» au sein des entreprises européennes. Alors qu'aux Etats-Unis, ils auraient été virés séance tenante, il lisait avec effroi dans la presse locale, que les fonctionnaires de la poste britannique (Royal Mail) auraient désormais la possibilité de gagner une Ford Focus, s'ils accomplissaient leurs tournées six mois de suite... sans tomber malade. En Belgique ou aux Pays-Bas, le phénomène est connu : notre taux de taxation marginal élevé couplé à un filet de sécurité sociale plutôt douillet provoque les mêmes résultats..., mais sans Ford à la clé pour ceux qui font acte de rémission.

DÉLOCALISATIONS INTELLECTUELLES

Le débat sur le retour aux 40 heures ou sur l'augmentation de notre taux d'activité n'est finalement qu'une conséquence d'un débat plus large encore : le spectre de la délocalisation. Comme le faisait remarquer Philippe VILLEMUS, dans son livre «De krach en crise», la délocalisation, c'est la séparation entre les lieux de production et les lieux de consommation. Elle a pour but de produire moins cher dans des pays où les coûts de la main-d'œuvre sont moins élevés. Or, que constate-t-on ? «Qu'on a cru naïvement, en ce début de 20e siècle, que ces délocalisations allaient se faire progressivement et lentement. A l'image de l'industrie textile, qui avait mis trente ans pour délocaliser 40 % de sa production, on pensait qu'elle ne toucherait que les industries polluantes, les industries de masse et les produits à faible valeur ajoutée», précise Philippe

VILLEMUS. Mais «la naïveté de ces illusions, parfois non dénuées d'intérêt égoïste («on garde le meilleur, on vous laisse le pire») est en train de se fracasser sur des réalités dérangeantes.» La raison ? Après l'industrie manufacturière, le textile, les jouets et les biens de consommation courante (articles de sport), ce sont, depuis les années 90, l'électronique, l'horlogerie, les télévisions, les magnétoscopes et les micro-ordinateurs qui ont émigré en Asie. Pire encore : depuis quelques années, ce sont les services et la recherche qui commencent aussi à se délocaliser : l'ingénierie informatique, les centres d'appel, la comptabilité, l'édition de logiciels et même la finance.

A moyen terme, c'est donc l'avenir de notre emploi industriel qui est menacé. Peut-on imaginer une société qui ne serait basée que sur des emplois issus du tertiaire ? Tout comme les 40 heures, c'est là un débat qui ne fait que commencer.